



**mission  
inclusion**

**Revue de presse  
1<sup>er</sup> au 15 octobre 2021**



## Table des matières

<b>Mission inclusion</b> .....	<b>3</b>
<b>Mission inclusion fête ses 2 ans et accueille Carolina Gallo au sein de son CA</b>	<b>4</b>
Grenier aux nouvelles – 2021-10-06 .....	4
<b>Pour un monde d'inclusion</b>	<b>5</b>
Journal de rue de l'Estrie - Vol. 18 No. 5 - 2021-10-04 .....	5
<b>Champs d'action au Québec</b> .....	<b>7</b>
<b>Quand le glanage rapporte à tout le monde</b>	<b>8</b>
TVA Nouvelles – 2021-10-10 .....	8
<b>Logements : Montréal devrait-elle s'inspirer de Berlin?</b>	<b>10</b>
Radio-Canada – 2021-10-11 .....	10
<b>Lumière sur les besoins des itinérants en hiver [VIDÉO]</b>	<b>14</b>
Radio-Canada – 2021-10-13 .....	14
<b>Noël du Pauvre: la campagne «Parraine ta famille» est de retour</b>	<b>15</b>
Le Nouvelliste – 2021-10-13 .....	15
<b>Une belle initiative pour aider les familles démunies</b>	<b>17</b>
Le Canada Français – 2021-10-14 – p. A24 .....	17
<b>Les contraintes de l'itinérance «cachée»</b>	<b>19</b>
Le Devoir - 2021-10-15 .....	19
<b>Champs d'action à l'international</b> .....	<b>22</b>
<b>Ethiopie : «La gravité de l'insécurité alimentaire continue d'augmenter» au Tigré, selon l'Ocha</b>	<b>23</b>
RFI – 2021-10-02 .....	23
<b>Après les Afghans, les Syriens, pourquoi pas les Haïtiens?</b>	<b>24</b>
Le Devoir – 2021-10-09 .....	24
<b>FEMMES AGRICULTRICES, DES SAVOIRS À FAIRE FRUCTIFIER</b>	<b>26</b>
Secours Catholique – 2021-10-11 .....	26
<b>UN PROJET POUR FAVORISER LA RÉSILIANCE DES POPULATIONS</b>	<b>29</b>
Action contre la faim – 2021-10-12 .....	29
<b>Nigeria : la réduction des rations alimentaires menace les personnes touchées par la crise au nord-est où sévit la faim depuis 5 ans</b>	<b>31</b>
Nations Unies – 2021-10-15 .....	31
<b>Actualité à surveiller</b> .....	<b>33</b>
<b>Le don sous toutes ses coutures au Musée de la civilisation [PHOTOS + VIDÉO]</b>	<b>34</b>
Le Soleil – 2021-10-05 .....	34
<b>La philanthropie à la portée de tous</b>	<b>36</b>
Les Affaires – 2021-10-13 .....	36



**Mission inclusion**



## Mission inclusion fête ses 2 ans et accueille Carolina Gallo au sein de son CA

Grenier aux nouvelles – 2021-10-06

<https://www.grenier.qc.ca/nouvelles/24543/mission-inclusion-fete-ses-2-ans-et-accueille-carolina-gallo-au-sein-de-son-ca>

Après deux années riches de réalisations concrètes sur le terrain, **Mission inclusion** assure le trait d'union entre les fidèles donateurs et donatrices de L'ŒUVRE LÉGER, qui incarne 72 ans d'histoire, et l'arrivée de partenaires de taille, grâce au nouveau nom «Mission inclusion», dévoilé le 2 octobre 2019. Cette transition identitaire propulse Mission inclusion vers deux années de soutien hors du commun, qui a permis de venir en aide à 1 451 021 personnes au Québec et dans le monde.

Au Québec, 378 694 personnes ont été aidées dans 12 régions à travers plus d'une soixantaine de projets pour un montant total de 3 600 034 \$ tandis qu'à l'international, 25 projets ont permis de soutenir 1 073 327 personnes dans 13 pays pour une somme investie de 14 561 861 \$

«En 2019, nous cherchions un nouveau nom qui nous permette d'engager une conversation avec les Québécoises et les Québécois. Et ce nom devait refléter notre réalité actuelle. Non seulement il est fidèle à notre fondateur, le cardinal Léger, dont la mission a toujours été guidée par les valeurs de la justice et de l'inclusion, mais il exprime aussi notre vision de l'avenir, remplie de diversité et d'ouverture. Les accomplissements de ces deux dernières années nous confirment la pertinence et la résonance de notre nouvelle identité», explique Richard Veenstra, directeur général de Mission inclusion.

C'est dans ce contexte que Carolina Gallo, vice-présidente, Affaires gouvernementales et politiques à GE Canada, rejoint le conseil d'administration de Mission inclusion.

«En prenant connaissance du nouveau nom de la Fondation, je me suis reconnue en elle. Mission inclusion... Tout est dit dans ces deux mots qui ont une force de frappe évidente. On saisit autant l'objectif de la Fondation que l'engagement de cette dernière ! Ces valeurs d'inclusion sont aussi celles que je défends au quotidien et pour lesquelles je veux m'engager davantage.»

[Retour à la table des matières](#)



## Pour un monde d'inclusion

Journal de rue de l'Estrie - Vol. 18 No. 5 - 2021-10-04

Par: Karine Therrien

<https://www.jdrestrie.ca/2021/10/04/pour-un-monde-dinclusion/>

• COMMUNAUTAIRE



Mission inclusion est fière de soutenir 61 organismes communautaires au Québec qui luttent contre la pauvreté et l'exclusion sociale, comme à East Angus, à Sherbrooke et à Granby en Estrie.

**POUR EN FINIR AVEC L'EXCLUSION, DONNEZ!**  
Missioninclusion.ca  
1 877 288-7383



### Pour un monde d'inclusion

Karine Therrien, Journal de rue de l'Estrie

**On rêve tous d'un monde juste et paisible, où chacun brille à sa façon tout en contribuant à l'épanouissement de sa communauté. C'est en prônant la dignité, la justice sociale, le respect, l'inclusion et la compassion que l'organisme Mission inclusion cultive cet espoir collectif. Inspiré par des valeurs humanitaires bien ancrées, l'organisme soutient, au Québec et dans le monde, des actions innovantes et mobilisatrices pour le mieux-être des personnes vulnérables ou marginalisées.**

**Riches d'expertise, démunis financièrement**  
Les organismes sont de véritables experts dans leurs champs d'action respectifs. Malgré cela, ils ont peine à faire reconnaître les enjeux sociaux pour lesquels ils militent au quotidien, faute d'avoir un budget à la hauteur de leurs besoins et des ressources en communication suffisantes. Que l'on fasse allusion à l'itinérance, la violence ou l'isolement, il ne faut pas sous-estimer les problèmes d'exclusion et de pauvreté auxquels les communautés sont confrontées.

C'est pourquoi, tant dans les petites que dans les grandes villes, il importe de les soutenir dans leurs actions. Selon Danielle Filion, directrice des programmes au Québec pour Mission inclusion, ce soutien est essentiel. Elle le qualifie même de « devoir moral » : « Le secteur de la philanthropie et les ressources financières possibles restent un mystère pour certains, explique-t-elle. Pourtant, on existe et d'autres fondations aussi. On est là pour eux, sensibles à leurs causes et à leurs défis, prêts à les faire bénéficier de nos ressources pour servir leur aspiration et leur mission. Nos appels à projets sont une occasion unique d'outiller les organismes en région afin qu'ils obtiennent le soutien nécessaire pour aider les communautés qui veulent développer ou consolider des actions. »

**Actif dans votre région!**  
En Estrie, trois organismes ont déjà eu la chance d'être retenus à titre de partenaires dans l'action avec Mission Inclusion, soit le Soutien aux familles réfugiées et immigrantes de l'Estrie (SAFRIE), la Cuisine collective du Haut-St-François et l'organisme Auberge sous mon toit. Mme Filion se dit fière d'intervenir sur des plans aussi variés et de participer à la lutte contre l'exclusion et la pauvreté.

Mission inclusion souhaite se faire connaître davantage pour outiller les organismes en vue d'aider les communautés vulnérables. Si, tout comme lui, vous aspirez à un monde où chacun trouve sa place, un monde où tout est inclusion, visitez le [missioninclusion.ca](https://missioninclusion.ca).

**Du soutien au Québec et en Estrie**  
Au Québec, Mission inclusion

**Elixir** travaille à réduire les conséquences négatives liées aux différentes dépendances actuelles, chez les femmes de 16 ans et plus de l'Estrie.



## Consomme la bonne information

Substances psychoactives (Alcool, cannabis, MDMA, café, médicaments, etc.)  
Jeux de hasard et d'argent  
Cyberdépendance

info@elixir.qc.ca | 897 562-5771 | Élixir | @elixir\_info | EstrieElixir  
www.elixir.qc.ca | 1555 Rue du Québec, Sherbrooke, Qc J1H 3L6

PAGE 12 • OCTOBRE / NOVEMBRE 2021 VOLUME 19, NUMÉRO 5 JOURNAL DE RUE DE L'ESTRIE

On rêve tous d'un monde juste et paisible, où chacun brille à sa façon tout en contribuant à l'épanouissement de sa communauté. C'est en prônant la dignité, la justice sociale, le respect, l'inclusion et la compassion que l'organisme **Mission inclusion** cultive cet espoir collectif. Inspiré par des valeurs humanitaires bien ancrées, l'organisme soutient, au Québec et dans le monde, des actions innovantes et mobilisatrices pour le mieux-être des personnes vulnérables ou marginalisées.



## Riches d'expertise, démunis financièrement

Les organismes sont de véritables experts dans leurs champs d'action respectifs. Malgré cela, ils ont peine à faire reconnaître les enjeux sociaux pour lesquels ils militent au quotidien, faute d'avoir un budget à la hauteur de leurs besoins et des ressources en communication suffisantes. Que l'on fasse allusion à l'itinérance, la violence ou l'isolement, il ne faut pas sous-estimer les problèmes d'exclusion et de pauvreté auxquels les communautés sont confrontées.

C'est pourquoi, tant dans les petites que dans les grandes villes, il importe de les soutenir dans leurs actions. Selon Danielle Filion, directrice des programmes au Québec pour **Mission inclusion**, ce soutien est essentiel. Elle le qualifie même de « devoir moral ». « Le secteur de la philanthropie et les ressources financières possibles restent un mystère pour certains, explique-t-elle. Pourtant, on existe et d'autres fondations aussi. On est là pour eux, sensibles à leurs causes et à leurs défis, prêts à les faire bénéficier de nos ressources pour servir leur aspiration et leur mission. Nos appels à projets sont une occasion unique d'outiller les organismes en région afin qu'ils obtiennent le soutien nécessaire pour aider les communautés qui veulent développer ou consolider des actions. »

## Du soutien au Québec, puis en Estrie

Au Québec, **Mission inclusion** soutient prioritairement les initiatives qui visent la réduction de la vulnérabilité en faveur d'une plus grande sécurité alimentaire et qui favorisent le développement social des populations marginalisées. Son action se concentre dans quatre champs spécifiques : l'itinérance et les jeunes de la rue, les enfants et familles vulnérables, les personnes âgées et isolées ainsi que la sécurité alimentaire. Les alliances créées avec **Mission inclusion** doivent faire preuve d'innovation, engager directement les personnes touchées par les changements visés et développer des initiatives structurantes et durables pour le milieu. Tous ces projets ont un objectif commun : l'inclusion sociale des personnes vulnérables.

En Estrie, trois organismes ont déjà eu la chance d'être retenus à titre de partenaires dans l'action avec **Mission Inclusion**, soit le Soutien aux familles réfugiées et immigrantes de l'Estrie (SAFRIE), la Cuisine collective du Haut-St-François et l'organisme Auberge sous mon toit. Mme Filion se dit fière d'intervenir sur des plans aussi variés et de participer à la lutte contre l'exclusion et la pauvreté.

**Mission inclusion** souhaite se faire connaître davantage pour outiller les organismes en vue d'aider les communautés vulnérables. Si, tout comme lui, vous aspirez à un monde où chacun trouve sa place, un monde où tout est inclusion, visitez le [missioninclusion.ca](http://missioninclusion.ca).

[Retour à la table des matières](#)



**Champs d'action au Québec**



## Quand le glanage rapporte à tout le monde

TVA Nouvelles – 2021-10-10

Par : Claude Fortin

<https://www.tvanouvelles.ca/2021/10/10/quand-le-glanage-rapporte-a-tout-le-monde-1>

Encore cette année, des producteurs de la Haute-Gaspésie ont ouvert leurs champs à de petits groupes de bénévoles à la recherche des fruits laissés derrière lors des récoltes principales. Et l'initiative rapporte à beaucoup de monde.

Mine de rien, 500 kilogrammes de fruits ont ainsi été ramassés au cours d'une quinzaine d'activités de glanage au cours des dernières semaines, selon ce que nous a expliqué Alix Fournier, chargée de projet chez Les Anges-Jardins, un projet visant une plus grande autonomie dans la région.

«Lorsqu'on a lancé le projet en 2017, a mentionné Alix Fournier, on s'est d'abord constitué une banque de données et on s'est rendu compte qu'à Mont-Louis [où l'organisme est établi], par exemple, il y a beaucoup d'arbres fruitiers. L'idée était de récupérer ces fruits-là, qui allaient se perdre, et d'en faire le partage. C'est une façon de valoriser les denrées qui poussent déjà sur le territoire.»

Le glanage, comme on le voit en Haute-Gaspésie, gagne en popularité au Québec depuis quelques années. La pratique, qui remonte au Moyen Âge, s'observe dans neuf des 17 régions administratives de la province jusqu'à présent.

Dans Portneuf, par exemple, une centaine de bénévoles ont répondu à l'appel de la Table de concertation en sécurité alimentaire de la MRC, cette année, pour la deuxième année de suite. Les membres du petit bataillon ont arpenté les champs de cinq producteurs pour cueillir les fruits et les légumes laissés de côté lors des récoltes.

«L'an dernier, on a réussi à récupérer 14 000 kilos de fruits et de légumes dans les champs de nos producteurs agricoles qui, avant, étaient gaspillés», a souligné Sylvie Germain, chargée de projet à la Table de concertation en sécurité alimentaire de Portneuf.

Selon la formule de partage retenue un peu partout où le glanage se pratique au Québec, le tiers des végétaux récoltés lors de la récupération prend la direction des banques alimentaires qui viennent en aide aux plus démunis. Les cueilleurs en conservent un autre tiers, alors que la partie restante va au producteur.

«C'est une formule honnête», estime Christian Hébert, propriétaire du Domaine Hébert, situé à Deschambault-Grondines, dans Portneuf. Le Domaine Hébert cultive notamment des pommes et des framboises, destinées à la production de cidre et de vin.

«Ce que garde le cueilleur [glaneur] en fruits, c'est à peu près l'équivalent d'un salaire, de ce que j'aurais payé. La partie qui va à la banque alimentaire, c'est sensiblement ce que nous autres, comme entreprise, on fait déjà comme don annuel aux banques alimentaires. Puis, l'autre partie, nous autres on l'a pour la transformation», nous a indiqué le maraîcher.



Le projet mené en Haute-Gaspésie va toutefois plus loin que le simple glanage, raconte Alix Fournier.

«Les fruits orphelins [fruits récupérés non utilisés par les propriétaires], c'est un volet, et un autre, c'est l'installation d'aménagements qu'on appelle des haltes nourricières», a expliqué la chargée de projet.

Cinq de ces haltes existent pour le moment à Cap-Seize [un territoire non organisé situé juste au sud de Sainte-Anne-des-Monts], Sainte-Anne-des-Monts, Mont-Louis, Rivière-à-Claude et Cloridorme. Des arbres fruitiers, dont des pommiers, des pruniers, des cerisiers et même des pêchers y ont été plantés, de même que des arbustes aux fleurs comestibles, en collaboration avec les municipalités et des citoyens.

«On peut y cueillir des denrées, mais on donne aussi des formations de toutes sortes, comme la taille des arbres fruitiers», a souligné Mme Fournier, manifestement fière des résultats observés jusqu'à présent.

[Retour à la table des matières](#)



## **Logements : Montréal devrait-elle s'inspirer de Berlin?**

*Radio-Canada – 2021-10-11*

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1830678/berlin-logement-proprietaires-montreal>

À Berlin, la population vient de voter, dans le cadre d'un référendum symbolique, pour la « socialisation » d'environ 240 000 logements qui appartiennent à de grands groupes commerciaux, afin de contrer la surenchère immobilière et la gentrification. Une telle démarche pourrait-elle trouver écho à Montréal?

Le centre-ville de Montréal est parsemé de nouveaux immeubles en copropriété. Mais le prix moyen d'un appartement en location a augmenté.

Au sommet du Mont-Royal, les possibilités de logement semblent s'élargir sans cesse.

Les grues parsèment l'horizon et les nouvelles tours en verre atteignent les nuages. Mais ce développement de grande envergure demeure hors de portée pour de nombreux habitants.

Même si de nouvelles propriétés deviennent disponibles, les plus récentes données sur le logement montrent que les familles à faible revenu sont de plus en plus chassées du centre-ville.

Montréal a par ailleurs vu les capitaux affluer sur son marché de l'immobilier, engloutissant les dernières parcelles de terrain à développer.

Des compagnies propriétaires

Les grandes entreprises sont également de plus en plus souvent propriétaires d'immeubles locatifs.

Parmi les plus importantes, on trouve Akelius, une société sise à Stockholm, qui possède 60 immeubles à Montréal, pour un total de 3527 unités.

C'est l'une des entreprises visées par le référendum organisé le mois dernier à Berlin, qui visait à réduire l'influence des grandes entreprises sur le marché de la location, qui a connu une forte hausse ces dernières années.

Les habitants de la capitale allemande ont voté en faveur de l'expropriation de plus de 200 000 logements des plus grands propriétaires de la ville et de leur transfert à la propriété publique.

Beaucoup à tirer de l'exemple de Berlin

Une telle approche pourrait-elle fonctionner ici?

Bien que le vote en Allemagne ne soit pas contraignant et qu'un tel plan soit susceptible de faire l'objet de contestations judiciaires, les défenseurs et les experts de Montréal affirment qu'il y a beaucoup à tirer de l'exemple de Berlin.



Ainsi, une mesure aussi radicale attirerait l'attention sur le problème, a déclaré Jason Prince, urbaniste, organisateur communautaire et professeur à l'Université Concordia.

La crise du logement n'a cessé de croître et les gens sont tellement pressés que cela devient intenable. Notre gouvernement municipal doit mettre son pantalon et exprimer clairement qu'il y a un problème.

Une citation de : Jason Prince, urbaniste, professeur à l'Université Concordia

La situation à Montréal est, bien sûr, différente – environ 63 % des gens sont locataires ici, contre 85 % à Berlin – et la concentration de la propriété parmi les grandes entreprises est plus grande à Berlin.

Pourtant, les groupes de défense du logement se disent de plus en plus préoccupés par l'état du marché locatif de Montréal, qui, il n'y a pas si longtemps, était considéré comme un paradis pour les locataires.

Les prix des loyers grimpent en flèche

Selon M. Prince, le marché locatif de Montréal, bien qu'il soit encore favorable par rapport aux autres grands centres du Canada, a succombé aux forces du marché au cours des deux dernières décennies.

Le taux d'inoccupation a atteint son plus bas niveau en 15 ans en 2019.

La crise s'est quelque peu atténuée pendant la pandémie, mais les prix continuent de grimper, le marché étant inondé principalement d'unités plus coûteuses, dont certaines étaient auparavant utilisées pour des locations à court terme ou touristiques.

Enjeux élevés avec l'élection municipale

Sur l'île, bon nombre des nouvelles unités sont situées au centre-ville, à Griffintown et à Verdun. Les loyers moyens varient de 1400 \$, pour un appartement d'une chambre à coucher, à 2300 \$ pour un appartement de trois chambres.

Dans l'ensemble, le prix des unités disponibles a augmenté de 30 %. Véronique Laflamme, porte-parole du FRAPRU, affirme que l'arrivée de nouvelles entreprises à la recherche de profits explique en partie l'augmentation des rénovictions, qui consistent à acheter un immeuble, à en chasser les locataires, à le rénover et à le louer à nouveau à un prix plus élevé.

Selon M. Laflamme, la spéculation sur le marché du logement a eu pour effet d'évincer les habitants de Saint-Henri et de Verdun de leur propre quartier.

Le Québec n'a pas fait du logement une priorité

La solution, selon Mme Laflamme et plusieurs autres militants, est que le gouvernement achète davantage de logements, ce que Berlin a fait quelques semaines avant le référendum.

Sinon, dit Mme Laflamme, il sera de plus en plus difficile pour les locataires à faible revenu de trouver un logement qu'ils peuvent se permettre.



Si nous ne faisons rien, nous savons que de plus en plus de logements locatifs deviendront inabordables pour une bonne partie de la population.  
Une citation de :Véronique Laflamme, porte-parole du FRAPRU

Ce que les partis municipaux proposent en matière de logement

La hausse des prix des loyers et de l'immobilier à Montréal est au cœur de l'élection municipale.

Le financement du logement social au Québec est la responsabilité du gouvernement provincial, qui n'a pas fait de cette question une priorité en matière de dépenses.

Les deux premiers budgets du gouvernement de la Coalition avenir Québec (CAQ) ne prévoyaient ainsi aucun financement pour la construction de logements abordables supplémentaires.

Les gouvernements précédents avaient promis 12 000 logements pour la province, mais ils n'ont toujours pas été construits.

Le budget de cette année prévoit un financement garantissant que seulement 5000 de ces logements seront achevés dans les années à venir.

Des immeubles vides

Montréal dispose d'un fonds d'habitation de 109 millions de dollars, qui peut être utilisé pour acheter et détenir temporairement des propriétés en vue de la réalisation de projets d'habitation ou de biens immobiliers communautaires.

Un groupe d'habitation du quartier de Parc-Extension, qui s'embourgeoise rapidement, a fait pression sur la Ville, avec un certain succès, pour qu'elle utilise ce fonds pour acheter des immeubles dans l'arrondissement afin de les transformer en logements abordables.

Mais pour développer les immeubles que la Ville a acquis, elle doit passer par le programme AccèsLogis Québec, du gouvernement provincial, qui fournit le financement.

Le Plaza Hutchison et le 7965 Acadie ont ainsi été achetés il y a un an et sont toujours vides.

Rien ne se passe parce qu'ils n'ont pas d'argent dans AccèsLogis pour construire les unités dont nous avons besoin. C'est donc un problème majeur que nous devons résoudre de toute urgence.

Une citation de :Celia Dehouche, porte-parole du Comité d'action de Parc-Extension

Mme Dehouche souligne que l'aide du gouvernement est nécessaire pour atténuer la crise du logement, qui, selon elle, ne fait qu'empirer.

Elle rappelle que de nombreuses familles ont dû se tourner vers la Ville pour trouver un logement l'été dernier, affirmant que de meilleures solutions à long terme sont nécessaires.

Nous avons besoin de cohésion sociale et de solidarité concernant le logement, car j'ai l'impression que nous en parlons de plus en plus, a déclaré Celia Dehouche. Peut-être que nous



pourrions voir quelque chose comme [le référendum de Berlin] se produire, mais pour l'instant, j'en doute.

D'après un texte de Benjamin Shingler et Erika Morris, CBC

[Retour à la table des matières](#)



## **Lumière sur les besoins des itinérants en hiver [VIDÉO]**

*Radio-Canada – 2021-10-13*

<https://ici.radio-canada.ca/info/videos/media-8514276/lumiere-sur-besoins-itinerants-en-hiver>

Pour comprendre les besoins de ces organisations, on en discute avec Rebecca Blaikie, directrice des Services communautaires à la Clinique Mont-Carmel qui aide des personnes en situation d'itinérance.

[Retour à la table des matières](#)



## **Noël du Pauvre: la campagne «Parraine ta famille» est de retour**

*Le Nouvelliste – 2021-10-13*

Par : Sébastien Lacroix

<https://www.lenouvelliste.ca/actualites/noel-du-pauvre-la-campagne-parraine-ta-famille-est-de-retour-ce6e55ee64d6176ba188e66f286aaa99>

C'est un appel à la générosité des deux côtés du fleuve qui a été lancé, mercredi avant-midi, alors que le Centre d'action bénévole (CAB) Trait d'Union de Shawinigan et le CAB de Nicolet ont relancé la campagne «Parraine ta famille» pour une deuxième année dans le cadre du Noël du Pauvre.

Après le succès retentissant de l'an dernier, où 200 000 \$ avaient été amassés, soit plus du double de l'objectif, les deux CAB espèrent maintenant être en mesure d'aller chercher 150 000 \$ afin de venir en aide aux plus démunis de leur secteur.

Il faut dire que l'an dernier, les gens avaient été particulièrement généreux en raison de la pandémie qui frappait de plein fouet. Il s'agissait d'ailleurs d'un record de générosité en plusieurs dizaines d'années de participation.

Le principe de la campagne est simple. Les citoyens et les entreprises sont invités à parrainer une famille en échange d'un don de 100 \$ ou de parrainer un enfant pour un montant de 25 \$. «Ça vient humaniser le ton. Ce n'est pas juste d'aller voir une entreprise et lui demander combien tu me donnes? C'est de lui demander combien de familles tu veux aider? Il y a une question symbolique, mais on peut aussi imaginer l'impact réel d'un don», explique le directeur général du CAB Trait d'Union, Mathieu Gélinas.

Même si la pandémie frappe un peu moins fort, les organismes estiment que les besoins sont toujours aussi importants dans la région. «On va avoir besoin du coup de pouce incroyable que l'on a eu l'an dernier, parce que nous allons avoir autant de demandes, sinon plus, et on aura probablement de nouveaux demandeurs», soutient la directrice générale du CAB de Nicolet, Isabelle Bombardier, qui rappelle que les programmes d'aide vont prendre fin alors que le coût de la vie continue d'augmenter.

«Il y a des travailleurs qui viennent chercher de l'aide que pour Noël. Parce qu'ils veulent offrir un cadeau à leurs enfants et se soulager les épaules du coût de l'épicerie pour pouvoir le faire. Ce sont souvent des gens qu'on ne soupçonne pas, que l'on voit dans notre vie au quotidien, on les croise dans les commerces où ils travaillent», continue Mme Bombardier, qui rappelle également qu'il y a encore des gens qui ne peuvent pas travailler en raison de la pandémie.

### Une façon de se réinventer

Bien que le lancement se fasse en commun, chacune des campagnes menée à Shawinigan et à Nicolet est différente et l'argent amassé dans chacune des municipalités demeure dans la municipalité.

S'il n'existe pas de lien naturel entre les deux endroits, la campagne «parraine ta famille» est née entre deux amis qui sont gestionnaires d'un CAB chacun de leur côté et qui avaient le défi de se réinventer en pleine pandémie.



«À ce moment-là, nous étions aussi les deux seuls centres d'action bénévole qui étaient partenaires du Noël du Pauvre pour faire des collectes. Ç'a donc été naturel que l'on se parle. On est des amis dans la vie et on se cassait la tête. L'an dernier, nous avions une angoisse à nous dire comment on va faire? Habituellement, on faisait un souper qui rassemblait 200 personnes [à Nicolet]. C'était un enjeu, parce qu'on ne pouvait pas se rassembler et on ne pouvait pas rien faire et on voyait arriver le Noël du Pauvre», raconte la directrice générale du CAB de Nicolet, Isabelle Bombardier.

En plus de Shawinigan, la campagne viendra en aide à Saint-Boniface, Charette, Saint-Élie-de-Caxton, Saint-Mathieu-du-Parc qui sont sur le territoire du CAB Trait d'Union. Il s'agit d'une nouveauté, puisque ces municipalités ne faisaient pas partie du Noël du Pauvre.

«À partir de cette année, le Noël du Pauvre va venir les soutenir et on va venir pousser sur les réseaux sociaux cette campagne-là et l'argent amassé sur ces territoires sera redistribué à ces comités qui sont impliqués depuis 10, 15 ou 20 ans. Ils sont un peu essoufflés et on va venir les appuyer financièrement», explique le directeur général du CAB Trait d'Union, Mathieu Gélinas.

Du côté de Nicolet, le CAB viendra également en aide aux familles du Grand Nicolet, c'est-à-dire celles qui sont également situées dans les municipalités de Grand-Saint-Esprit et de Sainte-Monique.

D'autres façons de contribuer

En plus de la campagne «Parraine ta famille» et des barrages routiers qui se tiendront le 26 novembre, soit le jour du téléthon, d'autres initiatives ont été mises en place afin d'amasser des dons.

Du côté de Shawinigan, le Trait d'Union relancera la vente de la tarte au sucre cuisinée par leurs bénévoles ainsi que la vente d'articles faits à la main par les Artisans Mains Habiles dans leurs locaux.

Le CAB de Nicolet pourra compter sur le IGA de Nicolet pour la collecte des dons et des denrées. L'entreprise Gâteau artistique Annie Auger, de Sainte-Monique, qui remettra 1\$ sur chaque boîte de six petits gâteaux vendus à l'effigie du Noël du Pauvre.

Enfin, le 63e téléthon du Noël du Pauvre aura lieu le 26 novembre, dès 17h, à la salle J.-Antonio-Thompson devant public et en direct sur les différentes plateformes de Radio-Canada Mauricie-Centre-du-Québec.

[Retour à la table des matières](#)



# Une belle initiative pour aider les familles démunies

Le Canada Français – 2021-10-14 – p. A24

Par : Mégan Champagne

A-24 LE CANADA FRANÇAIS - ACTUALITÉ - www.canadafrancais.com - LE JEUDI 14 OCTOBRE 2021

SOCIÉTÉ SAINT-VINCENT DE PAUL DE SAINT-JEAN

## Les demandes d'aide alimentaire en hausse



**Plus tôt, depuis le début de l'année, les demandes d'aide alimentaires à la Société Saint-Vincent de Paul de Saint-Jean (SSVP) sont en hausse depuis quelques semaines, une tendance qui devrait se poursuivre au cours des prochains mois.**

Selon Ian Labelle, directeur général de cet organisme d'aide, les subventions et programmes d'aide temporaires mis en place pendant la crise sanitaire, comme la prestation canadienne d'urgence (PCU), ont contribué à stabiliser les besoins de certains.

L'expiration de cette mesure, le 27 septembre dernier, fait toutefois sentir ses effets dans les locaux de la Société Saint-Vincent de Paul de Saint-Jean. «Cela fait environ trois semaines que j'observe plus d'attente que qu'à l'habitude pour notre banque alimentaire. J'ai l'impression qu'il y a un lien à faire avec le programme d'aide qui tirent tous à leur fin. Plusieurs personnes



Ian Labelle, directeur général de la Société Saint-Vincent de Paul de Saint-Jean.

ont aussi pris sans savoir s'ils étaient admissibles ou non», explique M. Labelle.

Il dit avoir reçu de nombreux témoignages de gens qui ont été dans l'obligation de rembourser les montants reçus dans le cadre de la PCU, plus particulièrement du côté des personnes plus âgées.

### NOUVEAUX VISAGES

Même si la majorité des bénéficiaires qui se présentent aux locaux de la rue Mercier est âgée de 55 ans et plus, Ian Labelle dit observer une hausse de fréquentation de gens plus jeunes, notamment du côté des étudiants.

«Je croise de plus en plus de jeunes qui se réorientent ou qui doivent se débrouiller tout seuls, ce qui peut être très difficile en ce moment. Par contre, ils finissent souvent par s'en sortir. Certains nous ont même leurs services par la suite à titre de bénévoles», indique-t-il.

M. Labelle note par ailleurs que le nombre de familles qui profitent du soutien de l'organisme qu'il dirige, même si elles sont nombreuses, demeure stable. Ce sont les couples sans enfant et les personnes seules qui sont en augmentation.

Une perte d'emploi, un congé de maladie non payé ou des fonds de pensions insuffisants sont les raisons les plus évoquées par les personnes qui sollicitent l'aide de la Société Saint-Vincent de Paul.

### BÉNÉVOLES

Au plus fort de la pandémie, plusieurs bénévoles ont pris la décision de ne plus offrir leurs services, craignant de contracter la COVID-19. Heureusement, certains sont de retour en raison des assouplissements apportés aux mesures sanitaires et du succès remporté par les campagnes de vaccination.

«Je vois encore une certaine crainte face à la pandémie chez mes bénévoles, mais je suis content qu'ils reviennent peu à peu. L'ambiance chaleureuse et l'entraide sont palpables. Ça tombe à point pour le temps des Fêtes», se réjouit M. Labelle.

Inutile de rappeler que cette période de l'année est très importante pour cet organisme qui sollicitera la population pour venir en aide aux personnes démunies. Des annonces seront faites prochainement relativement à la guignolle et à la campagne de financement.

Pour faire un don à la Société Saint-Vincent de Paul de Saint-Jean, il suffit de se rendre sur le site Web [ssvpstjean.org](http://ssvpstjean.org).



La Société Saint-Vincent de Paul de Saint-Jean connaît une hausse des demandes depuis le début de l'automne.

## Une belle initiative pour aider les familles démunies

MÉGAN CHAMPAGNE  
mchampagne@canadafrancais.com  
Initiative de journalisme local

La galerie d'art la loge - Espace Photo organise une collecte de fonds sous forme de projets de Noël pour offrir des cadeaux et de la nourriture aux gens dans le besoin. Cette activité qui se mettra en branle le 20 octobre se tient en collaboration avec la Société Saint-Vincent de Paul de Saint-Jean (SSVP).

Ce projet se fait en deux volets intitulés L'arbre des anges et Une table bien garnie pour Noël. Deux sapins seront ainsi installés dans les locaux de la loge - Espace Photo, sur la rue Richelieu. L'un sera décoré de cartes de remerciements en forme d'ange qui seront remises aux personnes ayant fait un don de 30 \$. «Chaque don sera transformé en cartes-cadeaux de la Librairie Moderne qui a décidé de doubler le montant. Cela fait donc un total de 60 \$ pour les enfants. Nous sommes tellement contents d'avoir la possibilité de leur offrir cela», souligne Martine Chandonnet, propriétaire de la loge.

### OEUVRES

Le deuxième arbre sera décoré de petites œuvres faites bénévolement par une vingtaine de peintres, de sculpteurs



Martine Chandonnet, propriétaire de la galerie d'art la loge - Espace Photo, sur la rue Richelieu.

et de photographes de la loge. On pourra les acquérir au coût de 25 \$. Ce montant servira à acheter des cartes-cadeaux échangeables dans des épiceries participantes. Leurs détenteurs pourront se procurer des aliments périssables.

«C'est une manière pour les artistes

de moi de redonner à la communauté et de tenter de rendre le temps des Fêtes magique pour tout le monde», commente M<sup>me</sup> Chandonnet.

### CARTES-CADEAUX

Pour Ian Labelle, directeur de la SSVP

de Saint-Jean, il est important d'offrir des cartes-cadeaux pour offrir aux personnes démunies un peu plus de choix. «Ceux qui sollicitent notre aide n'ont souvent pas le luxe de faire des choix dans la vie, étant donné leur situation difficile. Je souhaite donc que chacun puisse décider ce qu'il veut manger et que les enfants se procurent exactement ce qu'ils désirent à la Librairie Moderne», explique-t-il.

Martine Chandonnet précise qu'elle a eu cette idée il y a deux ans. Elle espère que ce projet sera bien accueilli de manière à ce qu'il soit répété dans les années à venir.

«Je regardais un film de Noël qui parlait d'un projet semblable et j'ai toute de suite eu envie de le reproduire dans ma galerie. Mon but pour la première édition est de pouvoir remettre au moins 100 cartes-cadeaux à la Société Saint-Vincent de Paul», indique-t-elle.

Les sapins seront installés à la loge à compter du 17 novembre, mais il sera possible de faire un don dès le 20 octobre. Pour ce faire, il suffit de communiquer avec la galerie d'art par téléphone au 450-895-5643, par courriel en écrivant à [info@lalogephoto.com](mailto:info@lalogephoto.com) ou sur place, au 83 rue Richelieu. À noter que des boîtes et des cannettes seront aussi disponibles sur les lieux pour recueillir des denrées et des dons.

La galerie d'art la loge - Espace Photo organise une collecte de fonds sous forme de projets de Noël pour offrir des cadeaux et de la nourriture aux gens dans le besoin. Cette activité qui se mettra en branle le 20 octobre se tient en collaboration avec la Société Saint-Vincent de Paul de Saint-Jean (SSVP).

Ce projet se fait en deux volets intitulés L'arbre des anges et Une table bien garnie pour Noël. Deux sapins seront ainsi installés dans les locaux de la loge - Espace Photo, sur la rue Richelieu. L'un sera décoré de cartes de remerciements en forme d'ange qui seront remises aux personnes ayant fait un don de 30 \$. «Chaque don sera transformé en cartes-cadeaux de la Librairie Moderne qui a décidé de doubler le montant. Cela fait donc un total de 60 \$ pour les enfants.



Nous sommes tellement contents d'avoir la possibilité de leur offrir cela », souligne Martine Chandonnet, propriétaire de la loge.

## OEUVRES

Le deuxième arbre sera décoré de petites œuvres faites bénévolement par une vingtaine de peintres, de sculpteurs

et de photographes de la loge. On pourra les acquérir au coût de 25 \$. Ce montant servira à acheter des cartes-cadeaux échangeables dans des épicerie participantes. Leurs détenteurs pourront se procurer des aliments périssables.

« C'est une manière pour les artistes

et moi de redonner à la communauté et de tenter de rendre le temps des Fêtes magique pour tout le monde », commente Mme Chandonnet.

## CARTES-CADEAUX

Pour Ian Labelle, directeur de la SSVP

de Saint-Jean, il est important d'offrir des cartes-cadeaux pour offrir aux personnes démunies un peu plus de choix. « Ceux qui sollicitent notre aide n'ont souvent pas le luxe de faire des choix dans la vie, étant donné leur situation difficile. Je souhaitais donc que chacun puisse décider ce qu'il veut manger et que les enfants se procurent exactement ce qu'ils désirent à la Librairie Moderne », explique-t-il.

Martine Chandonnet précise quelle a eu cette idée il y a deux ans. Elle espère que ce projet sera bien accueilli de manière à ce qu'il soit répété dans les années à venir.

« Je regardais un film de Noël qui parlait d'un projet semblable et j'ai toute de suite eu envie de le reproduire dans ma galerie. Mon but pour la première édition est de pouvoir remettre au moins 100 cartes-cadeaux à la Saint-Vincent de Paul », indique-t-elle.

Les sapins seront installés à la loge à compter du 17 novembre, mais il sera possible de faire un don dès le 20 octobre. Pour ce faire, il suffit de communiquer avec la galerie d'art par téléphone au 450 895-5643, par courriel en écrivant à [info@lalogepho.to.com](mailto:info@lalogepho.to.com) ou sur place, au 83 rue Richelieu. À noter que des boîtes et des cannettes seront aussi disponibles sur les lieux pour récolter des denrées et des dons.

[Retour à la table des matières](#)



## Les contraintes de l'itinérance «cachée»

Le Devoir - 2021-10-15

Par : Jessica Nadeau

<https://www.ledevoir.com/societe/640578/les-contraintes-de-l-itinerance-cachee>

Longtemps cachée, l'itinérance à l'extérieur de Montréal devient de plus en plus visible. Et les ressources accordées ne suffisent plus à répondre à la demande. Le Devoir s'est rendu à Laval, à Saint-Jérôme et à Gatineau pour prendre le pouls de la situation.

Lise (qui a requis l'anonymat pour ne pas être reconnue), 74 ans, ne se considère pas comme une itinérante. Et pourtant, lorsque Le Devoir l'a rencontrée en juin dernier, elle dormait depuis deux mois sur un lit de camp dans un refuge à Laval. « Qu'est-ce qui s'est passé ? J'ai travaillé fort toute ma vie. Ça n'a aucun sens que je sois ici. Ce n'est pas vivable ! »

Au printemps, Lise s'est fait expulser de son petit logement. « Toutes les excuses sont bonnes pour nous mettre dehors et faire augmenter les prix », déplore la dame, qui n'a pas encore trouvé de nouveau logis, faute de logements abordables disponibles.

Comme bien d'autres itinérants qui espèrent que leur passage dans la rue ne sera que temporaire, Lise paye plusieurs centaines de dollars par mois pour entreposer ses meubles et ses boîtes. Mais elle ne sait pas combien de temps elle pourra se payer ce service.

### Itinérance cachée

Des gens comme Lise étaient auparavant « l'exception » dans les refuges à Laval. Mais ce n'est plus le cas, explique Mathieu Frappier, coordonnateur du Réseau des organismes et intervenants en itinérance de Laval (ROIL). « L'itinérance à Laval se diversifie et se complexifie, dit-il. Ce sont de beaux mots pour dire que les gens en savent plus et qu'ils nous arrivent plus poqués qu'avant. »

Dans la banlieue nord de Montréal, l'itinérance existe depuis longtemps, mais bien qu'elle fasse des « ravages », elle était jusqu'à tout récemment « cachée », explique M. Frappier.

Plusieurs dorment dans leur vieille voiture dans des stationnements anonymes. Ils n'ont pas les moyens d'y mettre de l'essence, mais peuvent y entreposer leurs affaires et y passer la nuit. D'autres vont aller dormir en alternance chez des amis, dans des chambres de motel ou dans des hébergements communautaires et passer leurs journées devant un « éternel café » dans une chaîne de restauration rapide.

« Contrairement à Montréal, tu peux te promener pendant deux jours à Laval, tu ne verras personne » quêter dans la rue ou se promener avec un chariot d'épicerie rempli de sacs, explique Mathieu Frappier.

Avec le confinement et la fermeture des commerces au début de la pandémie, ces stratégies de survie ont volé en éclat. « Ça a créé énormément de besoins », affirme M. Frappier.

Rapidement, la ville a ouvert un refuge d'urgence, mais pour des raisons de logistique et un manque d'acceptabilité sociale, celui-ci a déménagé à quelques reprises avant d'atterrir dans une



ancienne résidence pour religieux du boulevard Lévesque Ouest, à un jet de pierre du pont Lachapelle.

Mais ce n'est toujours pas suffisant : « Tous nos services sont toujours au maximum de leur capacité et se retrouvent à refuser des gens faute de places », se désole M. Frappier.

« Le grand choc »

Plus au Nord, à Saint-Jérôme, on commence également à « voir » l'itinérance, comme en témoigne la vingtaine de personnes qui attend l'ouverture des portes sur le parvis de l'église Sainte-Paule.

L'église est devenue un refuge d'urgence pour les itinérants : le chœur, à l'avant, a été transformé en salle à manger, des toilettes et des douches ont été aménagées dans les transepts et des lits ont remplacé les bancs de bois dans la nef.

Ici aussi, la situation a été exacerbée par la pandémie. L'organisme Hébergement Fleur de macadam, qui n'avait à l'époque que neuf lits dans un local anonyme, a déménagé ses pénates à l'aréna Melançon, puis à l'église Sainte-Paule, lui permettant d'accueillir jusqu'à trente personnes par nuit.

« Les gens ne pensaient pas qu'il y avait des itinérants à Saint-Jérôme, note la directrice générale de l'organisme, Patricia Charland. Je pense que c'est ça, le grand choc que l'on vit actuellement. »

L'acceptation sociale est encore difficile. Pratiquement tous les jours, des passants leur crient des bêtises, et plusieurs méfaits leur seraient attribués à tort. « J'aimerais ça qu'on arrête de voir juste le négatif et qu'on prenne conscience qu'il y a de belles choses qui se passent ici », soupire Mme Charland.

Au-delà du refuge d'urgence, il faut des services en amont et en aval, estime Mme Charland. Il faut des centres de jour, du logement social et de l'hébergement supervisé. Il faut également des maisons de transition, pour éviter que ceux qui sortent de prison se retrouvent à la rue, et des services spécifiques pour les femmes, de plus en plus nombreuses dans la rue.

Trouver le soutien

À plus de 150 kilomètres à l'ouest, le long d'un petit ruisseau à Hull, Sylvain Thériault est assis sur une vieille banquette de voiture défoncée sous une bâche élimée. Son campement, décoré avec des boules de Noël et des canards en porcelaine, ressemble à un minimarché aux puces tellement il est chargé d'objets incongrus. « Le micro, c'est pour les filles, elles aiment ça, chanter », explique-t-il avec un clin d'œil.

Sylvain s'est séparé il y a deux ans, il a fait une dépression et s'est retrouvé à la rue. Depuis un an, il est sur une liste pour obtenir un logement à prix modique. En attendant, il trouve un certain réconfort dans cette communauté d'infortune.

Le nombre d'itinérants est en augmentation depuis quelques années à Gatineau, en raison notamment de la crise du logement. Et cette croissance a été aggravée par la pandémie.



« Si je compte le nombre d'itinérants visibles que l'on connaît, on est passé du jour au lendemain de 80 personnes à 140 », affirme Yves Séguin, du centre d'intervention et de prévention en toxicomanie de l'Outaouais (CIPTO).

Ici aussi, la Ville a mis sur pied un centre d'hébergement temporaire, qui a déménagé à quelques reprises depuis le début de la pandémie en raison de « conflits d'usages » et d'« enjeux de cohabitation », explique Alexandre Deschênes, du Collectif régional de lutte à l'itinérance en Outaouais (CRIO). Or, ce n'est pas suffisant, puisque chaque soir, une dizaine de personnes couchent directement sur le plancher de ciment faute de place dans les refuges, dénonce-t-il. Le CRIO parle d'un « manque criant » de services et demande la création d'un deuxième refuge d'urgence. « Les autorités sont en réaction alors qu'il faut être proactif, estime Michel Kasongo, directeur général de la soupe populaire. Ils sont à l'écoute, mais ça ne se traduit pas par des actions concrètes. »

[Retour à la table des matières](#)



**Champs d'action à l'international**



## **Ethiopie : «La gravité de l'insécurité alimentaire continue d'augmenter» au Tigré, selon l'Ocha**

*RFI – 2021-10-02*

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20211002-ethiopie-la-gravite-de-l-insécurité-alimentaire-continue-d-augmenter-au-tigré-selon-l-ocha>

La crise humanitaire touche de plus en plus de civils dans la guerre menée dans le Tigré. Au lendemain de la décision d'expulser sous 72 heures sept diplomates de l'ONU sous l'accusation « d'ingérence » dans les affaires du pays, l'agence de coordination onusienne, l'Ocha, a publié son bulletin mensuel habituel donnant des informations reçues du terrain : la situation « reste terrible » selon elle et « la gravité de l'insécurité alimentaire continue d'augmenter ».

Il n'existe à cette heure qu'une seule route praticable pour acheminer les camions d'aide vers Mekele, la capitale du Tigré. Donc pour l'heure, détaille l'agence Ocha, seuls 11% des camions qui seraient nécessaires ont pu passer la ligne de front. Alors qu'il en faudrait 100 par jour, dans la semaine du 21 au 28 septembre, seuls 79 ont par exemple pu passer par la région afar et atteindre Mekele, avec des chargements de nourriture, d'eau, de produits d'hygiène et de protection.

Mais pas de médicaments ou d'essence, toujours interdits de passage par le gouvernement éthiopien. Car ses partisans prétendent que cette aide bénéficie en réalité, disent-ils, aux « terroristes » du TPLF, le parti tigréen combattu par les autorités fédérales et qui gouverne de nouveau l'essentiel du Tigré.

Quant au porte-parole du ministère fédéral des Affaires étrangères Dina Mufti, il a affirmé vendredi que « certaines organisations internationales autorisées à fournir des services liés à la santé font des ravages qui mettent en péril la santé des communautés », sans autre précision.

Pour les populations donc, la descente aux enfers continue, et notamment pour les plus vulnérables. « Sur les plus de 15 000 femmes enceintes et allaitantes examinées, dit le bulletin d'Ocha, plus de 12 000 (...), ont reçu un diagnostic de malnutrition aiguë ». Et enfin, dit l'agence, « le débordement du conflit dans les régions voisines d'afar et d'Amhara » commence à étendre aussi la crise humanitaire hors du Tigré lui-même.

[Retour à la table des matières](#)



## **Après les Afghans, les Syriens, pourquoi pas les Haïtiens?**

*Le Devoir – 2021-10-09*

Par : Annick Chalifour

<https://www.ledevoir.com/opinion/idees/639225/idees-apres-les-afghans-les-syriens-pourquoi-pas-les-haitiens>

Il y a deux semaines, les images des cowboys gardes-frontières du Texas pourchassant les migrants haïtiens avec fouets et cordes ont passé sous les radars de nos médias.

Depuis, le président américain a promis le traitement des dossiers des migrants dans le respect des normes internationales. Pourtant, les violations intenses des droits des migrants haïtiens continuent de plus belle.

Les expulsions d'Haïtiens arrivant par voie terrestre au Texas se poursuivent au taux d'environ 1000 réfugiés par jour.

1500 de ces réfugiés ont été capturés et expulsés par les garde-côtes qui disposent d'avions et d'hélicoptères assignés à leur poursuite.

Quatre agences de l'ONU ont demandé aux États en général de s'abstenir d'expulser les Haïtiennes et Haïtiens sans avoir correctement évalué leurs besoins de protection individuels, conformément aux traités internationaux régissant les droits des réfugiés.

L'envoyé spécial des États-Unis en Haïti a remis sa démission affirmant son refus de s'associer à la décision inhumaine de renvoyer des dizaines de milliers de migrants haïtiens dans un pays incapable d'assurer leur sécurité et de garantir leur survie.

Le conseiller principal au département d'État américain a également soumis sa démission le mardi 5 octobre pour protester contre l'application de la Loi sur la santé visant à expulser les migrants haïtiens à la frontière sud des États-Unis.

Violence, kidnappings, tueries

Nous n'entendons plus parler du non-respect des droits de ces migrants haïtiens expulsés vers leur pays crevant dans la misère.

Pourtant, les médias haïtiens y rapportent sans relâche la violence quotidienne, les kidnappings et les tueries.

Sans oublier le récent meurtre du président Jovenel Moïse, suivi par la mise en place d'un gouvernement provisoire empêtré dans une enquête sans issue, incapable d'organiser des élections démocratiques essentielles.

L'Organisation internationale pour la migration prévoit l'expulsion imminente de nombreux réfugiés haïtiens de cinq États : Mexique, Cuba, îles Turques-et-Caïques, Bahamas, États-Unis.



Ces demandeurs d'asile ont le droit d'être entendus en audience formelle. En date du 5 octobre, plus de 6000 réfugiés haïtiens ont été expulsés vers Haïti sans y avoir eu droit.

Des milliers de migrants haïtiens se voient ainsi refuser la protection de leurs droits malgré les normes internationales dictant aux États de secourir les populations en détresse.

En attendant de trouver des solutions durables aux problèmes de sécurité et de survie à la base des mouvements de populations haïtiennes, le Canada et le Québec peuvent s'impliquer dans une approche humanitaire.

Négocier avec les États concernés dans le but de sélectionner un pourcentage de réfugiés haïtiens en vue d'une immigration conditionnelle au Canada.

Comme on le fait présentement pour les Afghans et on l'a fait pour les Syriens.

Serait-ce que l'Afghanistan et la Syrie posent une menace à l'égard de la politique étrangère des É.-U. et de ses alliés, et non l'île d'Haïti ? Pourtant, la détresse de la population haïtienne demeure démesurément criante.

Le Canada et le Québec se doivent d'agir.

[Retour à la table des matières](#)



## FEMMES AGRICULTRICES, DES SAVOIRS À FAIRE FRUCTIFIER

Secours Catholique – 2021-10-11

<https://www.secours-catholique.org/actualites/femmes-agricultrices-des-savoirs-a-faire-fructifier>

Au Sénégal, des organisations paysannes, soutenues par des partenaires du Secours Catholique, valorisent le travail agricole invisible des femmes, afin qu'elles en tirent des revenus. Cet argent permet d'améliorer l'habitat, la sécurité alimentaire, la santé et l'éducation de leur entourage. Des expériences similaires existent en Inde, au Brésil.

Pour compléter les maigres ressources de leur ménage, des femmes de Ngoye, une commune rurale du Sénégal, migrent à Dakar, à deux heures de route vers l'ouest, après les récoltes. Certaines y vendent le stock familial d'arachides ou de mil. D'autres accomplissent les travaux domestiques d'une famille mieux lotie. Elles épargnent pour ceux restés au village (enfants, mari, belle-famille) et vivent dans des conditions très précaires.

Aujourd'hui, grâce aux revenus tirés des activités de maraîchage développées avec Caritas Thiès\* au sein de groupements d'entraide, les candidates à la migration sont moins nombreuses. Une vie plus digne est possible à Ngoye. Le patient travail mené par Caritas au Sénégal, celui de la Sempreviva organização feminista (Sof) au Brésil ou de la Balasore Social Service Society\* (BSSS) en Inde en témoigne : lorsque les femmes développent une certaine autonomie économique, leur famille en tire des bénéfices en termes de sécurité alimentaire, de santé, d'éducation.

### Femmes agricultrices, des savoirs à faire fructifier

Caritas Kaolack (Sénégal) forme des femmes à l'agroécologie. Elles n'achètent plus d'engrais chimiques. Elles vendent le surplus de leurs productions et parviennent à faire des bénéfices.

### SÉCURISER LA TERRE

Au Sénégal, avant de cultiver, il faut « sécuriser la terre », explique Odile Rose Sarr, sociologue animatrice à Caritas Kaolack. Le groupe s'adresse au chef du village pour obtenir le droit d'exploiter un terrain. Une quarantaine de femmes se partagent un hectare. Elles décident ensemble ce qu'elles sèment : aubergines, laitues, courges, navets, carottes, menthe... Puis vendent ces produits aux marchés locaux ou à Dakar. L'argent gagné leur appartient.

Une victoire quand, souvent, le travail des femmes n'est valorisé ni socialement, ni économiquement. Pendant la saison des pluies, en plus des tâches domestiques, de l'entretien du potager destiné à nourrir la famille, les habitantes de Ngoye participent aux travaux des champs d'arachide, de maïs ou de mil, aux côtés de leur mari. Mais à la fin des récoltes, il décide seul de l'usage de chaque centime tiré de ce labeur commun.

Au Brésil, en Inde et ailleurs dans le monde, en milieu rural, la situation des femmes est généralement plus précaire que celle des hommes et que celles des femmes et des hommes vivant en milieu urbain. Cela s'explique notamment par des « pesanteurs socioculturelles », selon Odile Rose Sarr. En Inde comme au Sénégal, beaucoup de jeunes filles sont à peine allées à l'école et sont mariées tôt.



## VALORISER SON SAVOIR-FAIRE

À Barro de Turvo, au Brésil, l'ONG Sof a compris que valoriser économiquement la production des femmes, c'est leur faire prendre conscience de leur savoir-faire. « Poulets, laitues, épinards, plantes médicinales... Ce qu'elles cultivent ou les animaux qu'elles élèvent n'est souvent pas vu comme du "vrai" travail », explique Isabelle Hillenkamp, socio-économiste, qui y mène une recherche-action depuis 2016. « L'agriculture que pratiquaient les femmes était invisible, car exclusivement tournée vers la consommation familiale. »

Pourtant, les cultures vivrières jouent un rôle fondamental dans l'alimentation. Dans le district de Mayurbhanj, dans l'État indien d'Odisha, BSSS encourage le développement de l'agriculture et de l'entrepreneuriat des femmes à travers le projet Swaad. « Auparavant, les gens mangeaient très peu de légumes parce que c'est une région très aride », explique Chakradhar Rout, coordinateur du projet. Désormais, l'appropriation des techniques de l'agriculture biologique permet de tirer profit de ces hauts plateaux arides et d'agrémenter les repas de légumes frais.

Lorsque les femmes sont impliquées, la gestion des ressources du ménage est meilleure.  
Odile Rose Sarr, sociologue animatrice à Caritas Kaolack (Sénégal)

Femmes agricultrices, des savoirs à faire fructifier

Yacine Bousso est présidente d'un groupement de femmes maraîchères accompagné par Caritas Kaolack (Sénégal). « L'agroécologie a sauvé ma famille. »

« Habituellement, à la fin des récoltes, le mari gère à sa guise la production. Les périmètres maraîchers sont un prétexte pour entrer dans les ménages et démocratiser la prise de décision, explique Odile Rose Sarr. On a constaté que lorsque les femmes sont impliquées, la gestion des ressources est meilleure. »

Certains villages mettent en place des magasins polyvalents, qui proposent des services comme le warrantage : il permet d'obtenir un crédit garanti par le stock céréalier, qui gagne en valeur au fil des semaines. Cela permet d'anticiper les crises alimentaires et les périodes de soudure (entre la fin des stocks d'une récolte et le début de la suivante).

« Avec l'argent gagné, des femmes améliorent leur habitation en achetant un lit pour elle ou leurs enfants. Certaines achètent du matériel scolaire ou paient des soins », détaille Véronique Ndione, chargée de programme à Caritas Thiès.

## VENDRE ET NÉGOCIER

D'autres changements dépassent le seuil de la maison. En Inde, faire partie d'un groupe d'entraide change le rapport de force des femmes avec les intermédiaires. Dans l'État d'Odisha, elles cousent des feuilles séchées de sal pour en faire des assiettes. « Elles vendaient leurs assiettes chacune dans leur coin. Maintenant, elles négocient et imposent leur prix parce qu'elles sont en groupe », raconte George Lijo, directeur de BSSS en Inde.

Maintenant, les femmes imposent leur prix aux intermédiaires parce qu'elles sont en groupe.  
George Lijo, directeur de BSSS (Inde)

Femmes agricultrices, des savoirs à faire fructifier



Des femmes de l'état d'Odisha (Inde) fabriquent des petites assiettes avec des feuilles de sal, pour acquérir une petite autonomie financière.

Au Brésil, la demande de produits que les femmes de Barro do Turvo vendent via les réseaux militants a triplé pendant la pandémie. Pour éviter les contagions, certains consommateurs préfèrent se fournir chez elles plutôt que dans les supermarchés. La grande variété de produits qu'elles proposent, à contrepied des monocultures intensives, leur a permis de construire des marchés diversifiés. « Cela a une répercussion positive sur leur position dans la communauté : elles sont vues comme des personnes qui génèrent un revenu dans une situation de crise. Et le regard des femmes sur elles-mêmes change », ajoute Isabelle Hillenkamp.

## LIBÉRER LA PAROLE DES FEMMES

Cependant, à Barro do Turvo comme au Sénégal et en Inde, « les femmes manquent de temps : elles ont encore toutes les tâches domestiques à gérer », constate Véronique Ndione. Elle se réjouit pourtant d'assister à « une libération de la parole ».

En Inde, certaines plaident désormais leur cause devant les décideurs locaux : à Badataila (Odisha), elles ont osé demander l'installation d'une canalisation pour amener l'eau jusqu'au village. « Elles devaient faire une grande distance pour aller chercher de l'eau », explique Chakradhar Rout. Une tâche qui, traditionnellement, leur revient. « Mais installer une canalisation, c'était une décision qui dépendait des hommes. »

Ainsi, ces projets ne peuvent se centrer uniquement sur les femmes. « On ne peut pas améliorer la condition des femmes sans intégrer les époux. Ce sont eux qui les autorisent à participer à une réunion, à s'associer à un groupement. S'ils refusent, elles ne viendront pas. Quand on organise une réunion, on appelle d'abord le chef de village pour avoir son soutien », précise Véronique Ndione. Si dans la lutte contre la pauvreté, les femmes sont premières de cordée, c'est que dans leur ascension, elles emmènent avec elles un mari, des enfants, une belle-sœur et, bientôt, tout un village.

[Retour à la table des matières](#)



## UN PROJET POUR FAVORISER LA RÉSILIANCE DES POPULATIONS

Action contre la faim – 2021-10-12

<https://www.actioncontrelafaim.org/a-la-une/cameroun-un-projet-pour-favoriser-la-resilience-des-populations/>

L'EXTRÊME-NORD, RÉGION LA PLUS PEUPLÉE DU CAMEROUN, EST MARQUÉE DEPUIS PLUSIEURS ANNÉES PAR DES PROBLÈMES SÉCURITAIRES ET DE CHANGEMENTS CLIMATIQUES QUI ONT CONDUIT À D'IMPORTANTES DÉPLACEMENTS DE POPULATIONS, À L'APPAUVRISSMENT DES POPULATIONS LES PLUS VULNÉRABLES ET EN CONSÉQUENCE, À L'AUGMENTATION DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE DANS LA ZONE.

Selon l'Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle au Cameroun publiée en avril 2021, 1 ménage sur 4 est en situation d'insécurité alimentaire dans cette région qui compte plus de 341 000 déplacés internes et présente un taux de malnutrition chronique estimé à 38,2 %. Dans ce contexte fragile, Action contre la Faim s'engage dans des programmes de résilience pour contribuer à l'amélioration durable des conditions de vie des ménages vulnérables face à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle tout en appuyant les acteurs locaux et nationaux dans la gestion opérationnelle et institutionnelle de cette crise.

Action Contre la Faim et ses partenaires, CARE et la Croix Rouge française, mettent en œuvre depuis le 1er avril 2021 et pour une période de 2 ans le Programme de Poursuite des Engagements pour la Résilience à l'Extrême-Nord (PEREN) financé par l'Union européenne. Avec le soutien de 3 organisations de la société civile (CRAAD : Le Cercle de Réflexion et d'Appui aux Action de Développement ; AJED-MR : l'Association des Jeunes pour le Développement du Monde Rural ; et CRC : la Croix-Rouge camerounaise ), ce projet s'articule autour de l'appui de 6 communes partenaires de la région de l'Extrême Nord, et vise à consolider et à pérenniser les actions de résilience développées par le Programme de Redressement Economique et Social Inclusif et de Lutte contre l'Insécurité Alimentaire et Nutritionnelle des Territoires du Nord Cameroun (RESILIAN), qui a été mis en œuvre de 2017 à 2020 avec l'appui financier du Fonds Fiduciaire d'Urgence de l'Union Européenne pour l'Afrique.

Le projet PEREN ambitionne ainsi d'appuyer plus de 135 000 bénéficiaires dans la région de l'Extrême Nord à travers des actions complémentaires visant notamment à consolider les bonnes pratiques de gouvernance locale telles que le renforcement des systèmes de gestion hydrauliques, la participation aux plans communaux de développement et la gestion concertée, durable et inclusive des ressources naturelles locales. La valorisation de la production agricole et des opportunités économiques locales est également un axe fort d'accompagnement du projet et ce, par la structuration des coopératives agricoles, l'appui à la production semencière locale, le soutien aux banques céréalières, le renforcement des pratiques agricoles durables ainsi que des cultures à haute valeur nutritionnelle et, l'accès au crédit communautaire pour les producteurs agricoles. En outre, le projet s'engage, sur le plan national, à accompagner les acteurs de la sécurité alimentaire au Cameroun dans la coordination et l'élaboration de plans nationaux de réponse à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

L'atteinte de ces objectifs ne sera possible que par une collaboration renforcée avec les communes, véritables partenaires clés dans le processus de décentralisation et de développement local institué au Cameroun. La réussite de ce projet dépendra également d'une



coopération étroite avec les autorités étatiques, les services décentralisés et les populations locales directement affectées par les crises que connaît la région.

C'est dans ce cadre que l'ensemble des parties prenantes au projet s'est réuni le 15 septembre 2021 à Yaoundé sous la haute autorité de Monsieur le Ministre de la Décentralisation et du Développement Local (MINDDEVEL) qui a annoncé le lancement officiel du projet en présence de Monsieur le Ministre de l'agriculture et du développement rural (MINADER), de Monsieur le Ministre de l'élevage, de la pêche et des industries animales (MINEPIA) et de Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur de l'Union européenne au Cameroun. La cérémonie a été également marquée par la présence de Monsieur le président du Conseil Régional de l'Extrême Nord ainsi que de l'ensemble des maires des 6 communes appuyées.

Cette cérémonie a, en outre, permis de présenter les objectifs, les activités et les enjeux du programme ainsi que de réaffirmer l'engagement des parties prenantes dans la réussite du projet et d'exprimer leur soutien pour cette démarche vers une amélioration de la résilience et des conditions de vie dans l'Extrême Nord.

[Retour à la table des matières](#)



## **Nigeria : la réduction des rations alimentaires menace les personnes touchées par la crise au nord-est où sévit la faim depuis 5 ans**

*Nations Unies – 2021-10-15*

<https://news.un.org/fr/story/2021/10/1106332>

Si au moins 55 millions de dollars ne sont pas reçus dans les semaines à venir, l'Agence onusienne serait dans l'incapacité de poursuivre ses opérations dans les États de Borno, Yobe et Adamawa, ravagés par la crise. Elle n'aura d'autre choix que de couper les rations alimentaires et de réduire le nombre de personnes qu'il vient en aide dès ce mois de novembre.

Sans ressources supplémentaires, l'agence d'aide alimentaire sera à court de fonds pour la distribution de nourriture d'urgence et le soutien nutritionnel d'ici la fin octobre 2021. Un tel scénario frappera plus d'un demi-million de femmes, d'hommes et d'enfants dans le nord-est du Nigeria.

« Réduire les rations signifie choisir qui va manger et qui va se coucher le ventre vide. Nous constatons que le financement de notre action humanitaire vitale se tarit juste au moment où la faim est la plus grave », a déclaré Chris Nikoi, Directeur régional du PAM pour l'Afrique de l'Ouest, à l'issue d'une récente visite au Nigeria.

Au Nigeria, des milliers de femmes déplacées souffrant de la faim et de l'insécurité alimentaire comptent sur les Nations Unies pour survivre. Photo : PAM/Simon Pierre Diouf

Au Nigeria, des milliers de femmes déplacées souffrant de la faim et de l'insécurité alimentaire comptent sur les Nations Unies pour survivre.

La faim sévère atteint son plus haut niveau depuis cinq ans dans cette région

« La réduction de l'assistance alimentaire sera une décision douloureuse pour les humanitaires, car elle aura un impact négatif sur les enfants, les femmes et les hommes déracinés de leurs maisons en raison de la violence continue », a affirmé de son côté, Edward Kallon, Coordinateur humanitaire des Nations Unies au Nigeria.

Selon l'ONU, ces réductions interviennent au moment où une crise de la faim atteint son plus haut niveau depuis cinq ans dans le pays, à la suite d'années de conflit et d'insécurité. A la question d'un journaliste sur les véritables raisons de cette crise au nord-est du Nigéria, le porte-parole du PAM a indiqué que la situation a été aggravée par les conséquences socio-économiques de la pandémie de Covid-19, les prix élevés des denrées alimentaires et l'approvisionnement limité en nourriture.

Mais de façon générale, « cette situation humanitaire est surtout due à l'insécurité, qui est le fait d'acteurs non étatiques », a déclaré lors d'un point de presse à Genève, Tomson Phiri. En outre, le nombre des déplacés internes n'a cessé d'augmenter et a atteint un nouveau record historique de plus de 2 millions en septembre 2021.

Des enfants déplacés jouent dans le camp du stade international Mohammed Goni à Maiduguri, dans le nord-est du Nigéria. © HCR/Roland Schönbauer

Des enfants déplacés jouent dans le camp du stade international Mohammed Goni à Maiduguri, dans le nord-est du Nigéria.

Plus d'un million d'enfants souffrent de malnutrition au nord-est du Nigeria



La poursuite des attaques contre les communautés par des groupes armés non étatiques, les conditions difficiles de la période de soudure dans une économie qui doit faire face aux retombées du nouveau coronavirus, les prix élevés des denrées alimentaires et la forte réduction du pouvoir d'achat des ménages sont autant de facteurs qui contribuent à assombrir les perspectives des personnes les plus vulnérables du nord-est du Nigeria.

D'ailleurs, les analyses actuelles de la sécurité alimentaire montrent que 4,4 millions de personnes dans le nord-est du Nigeria ne savent pas d'où viendra leur prochain repas. En outre, plus d'un million d'enfants souffrent de malnutrition.

« Notre aide alimentaire est une bouée de sauvetage pour des millions de personnes dont la vie a été bouleversée par le conflit et qui n'ont presque rien pour survivre. Nous devons agir maintenant pour sauver des vies et éviter que cette ligne de vie ne soit interrompue », a insisté M. Nikoi.

Malgré ces défis logistiques et financiers, le PAM a intensifié cette année ses interventions pour faire face à l'insécurité alimentaire croissante et à l'impact de la pandémie de Covid-19, en fournissant une aide alimentaire vitale à 1,9 million de personnes déplacées au Nigeria. Pour maintenir ses opérations humanitaires dans le nord-est du Nigeria jusqu'en mars 2022, le PAM a besoin d'urgence de 197 millions de dollars.

[Retour à la table des matières](#)



**Actualité à surveiller**



## **Le don sous toutes ses coutures au Musée de la civilisation [PHOTOS + VIDÉO]**

*Le Soleil – 2021-10-05*

Pat : Léa Harvey

<https://www.lesoleil.com/arts/le-don-sous-toutes-ses-coutures-au-musee-de-la-civilisation-photos--video-9161d9c40dc728c8faf11831056c76b1>

Et si la philanthropie était plus qu'une affaire d'argent, de fondations et d'organismes? Avec sa nouvelle exposition, *Générosité. Droit au cœur*, le Musée de la civilisation souhaite mettre en lumière les petits gestes de l'ombre, ces «remparts d'humanité», qui sont à la portée de tous et dont on ne mesure souvent la valeur que lorsqu'ils disparaissent. Du bénévolat au don d'organes. Si *Générosité. Droit au cœur* germe déjà dans les cartons du Musée de la civilisation (MCQ) bien avant la pandémie, l'entraide collective qu'a nécessité la crise sanitaire a toutefois conforté l'équipe dans sa lancée, nous explique Joanne Lacoste, chargée de projet des expositions pour le MCQ.

Loin de faire l'apologie d'une foule d'organismes de bienfaisance ou de grands donateurs millionnaires, l'établissement propose ainsi au public de découvrir la «culture philanthropique» sous toutes ses formes grâce à plus de 200 objets issus de ses collections et dont la plupart proviennent d'ailleurs eux-mêmes de dons faits au musée.

«On parle de culture parce que ces gestes s'inscrivent dans une société, dans une façon d'être, mais également dans l'histoire. C'est ça qu'on a voulu démontrer avec cette exposition-ci. [La culture philanthropique], c'est aussi la relation qu'on a avec l'autre», explique Joanne Lacoste.

Afin de bien comprendre où s'ancrent les racines de la générosité québécoise, l'équipe du MCQ propose donc tout d'abord au public un saut dans le passé. Si la courtepoinette de Francine Voyer nous accueille, plusieurs artefacts se retrouvent également dans cette zone ainsi que quelques «bancs de quêteux», ces sièges, situés dans l'entrée des chaumières, où l'on recevait et laissait dormir les mendiants des villages à l'époque.

«En accueillant les quêteux, on accueillait le Christ donc on avait plus de chances d'accéder au paradis. [Les bancs] illustrent la base de la charité chrétienne», note à ce propos Luc Saint-Amand, conservateur de l'exposition.

Cinq grands gestes seront par la suite présentés au centre de la salle : les dons (monétaires et de biens), l'entraide, le bénévolat, l'engagement social et le don corporel. Amenés à se déplacer autour de longues tables, les visiteurs pourront ainsi découvrir bon nombre d'objets symboliques illustrant les thèmes de l'exposition d'un «regard social et anthropologique». Qu'on parle d'une scie à débiter – qui ne peut être utilisée sans que deux personnes coordonnent leurs mouvements –, d'une veste du Club Lions de Lévis ou encore d'un carré rouge rappelant les manifestations du printemps érable.

Au bout de chaque grand comptoir sont finalement proposées de courtes capsules présentant les témoignages d'individus qui prennent le temps de faire don de soi. De tous âges et de tous horizons, ils expliquent donc leur vision de la générosité et racontent leur histoire.



Pour le Musée de la civilisation, Générosité. Droit au cœur permet ainsi de toucher «l'intelligence sensible» du public tout en lui donnant l'opportunité de réfléchir quant à sa propre générosité.

### Les différents visages de la générosité

Plusieurs artefacts présentés au début de la visite sont liés de près ou de loin à la religion catholique : «On ne peut pas renier l'effet du message [religieux] et de certaines de ses valeurs qui sont demeurées, comme la charité et la générosité», estime à ce propos Luc Saint-Amand.

Si elle présente donc ce pan de l'histoire, l'équipe du Musée de la civilisation souhaitait toutefois se détacher de ces carcans auxquels on revient souvent lorsqu'on aborde le monde de la philanthropie. En pigeant dans ses collections, l'organisation culturelle a donc porté une attention particulière à la diversité de ses choix qui proviennent de communautés autochtones, anglophones, protestantes, etc.

La philanthropie peut donc être partout : qu'elle se retrouve au sein d'une famille, d'une équipe de sports, d'inconnus sur les réseaux sociaux ou dans les hôpitaux : «Au Québec maintenant, la générosité prend plusieurs visages. [...] Les gens sont proactifs dans tout ça. Ils veulent participer, donner un sens à ce qu'ils font. Et c'est agissant», affirme-t-elle, tout en notant l'effet d'entraînement de ces petits gestes.

Générosité. Droit au cœur est présenté au Musée de la civilisation du 6 octobre 2021 au 2 octobre 2022.

Une dizaine de rencontres entre le public et des personnes «pour qui la générosité est une valeur active au quotidien» seront ajoutées à la programmation d'hiver du MCQ. Les détails de cette série seront annoncés ultérieurement.

[Retour à la table des matières](#)



## La philanthropie à la portée de tous

*Les Affaires – 2021-10-13*

Par : Fondation Québec Philanthrope

<https://www.lesaffaires.com/dossiers-partenaires/la-fondation-quebec-philanthrope/la-philanthropie-a-la-portee-de-tous/627866>

Forte de plus de 30 ans de présence en philanthropie et enracinée au cœur de la communauté de la Capitale-Nationale, de la Chaudière-Appalaches et de ses environs, la Fondation Québec Philanthrope accompagne les individus, les familles, les organismes et les corporations pour soutenir les besoins prioritaires. Son adage Agir ensemble pour un impact plus grand dans la communauté.

Pionnière au Québec, la Fondation Québec Philanthrope embrasse toutes les causes de bienfaisance et possède une connaissance approfondie des besoins de la communauté dans tous les secteurs d'activités. Dotée de ces connaissances, la Fondation accompagne les donateurs dans l'atteinte de leurs objectifs philanthropiques pour un impact significatif dans la communauté.

La Fondation Québec Philanthrope est l'une des quatorze plus importantes Fondations communautaires du Canada qui en compte 191 à travers le pays, un réseau dont l'action vise à assurer un avenir juste et durable où tout le monde a sa place. La Fondation agit en partenariat avec toutes les parties prenantes de la communauté dans tous les secteurs d'activités pour influencer sur des enjeux importants. À cet égard, la Fondation Québec Philanthrope étant impliquée dans le programme Signes vitaux (identification des besoins) piloté par les Fondations Communautaires du Canada, elle se fait un devoir de consulter régulièrement tous les acteurs du soutien communautaire pour mieux identifier et diriger les dons vers les besoins prioritaires selon cinq secteurs d'activités : culture et patrimoine, éducation et jeunesse, environnement et développement durable, intervention sociale, santé et sports.

Créer un fonds philanthropique ... une solution clé en main à la portée de tous

Créer un fonds philanthropique à la Fondation est l'équivalent de créer une fondation privée sans la lourdeur de la gestion administrative et sans les frais de démarrage requis par l'Agence du revenu du Canada. La Fondation agit comme facilitatrice en simplifiant les étapes et les délais que de telles démarches peuvent occasionner. Le fonds philanthropique est créé avec une contribution de base au montant de 10 000\$. Cette somme peut être amortie sur 3 ans et constituée par plusieurs donateurs, amis ou membres de la famille du créateur de fonds. L'aide financière générée par ce fonds sera versée en votre nom à chaque année pour une durée déterminée ou à perpétuité.

La Fondation regroupe des dons, petits et grands, dans un fonds philanthropique dont les rendements annuels d'investissement servent à répondre aux besoins présents et futurs de la collectivité. À travers ces fonds philanthropiques, il est également possible à tout créateur de fonds, ou à tout donateur de notre communauté de participer à la bonification financière de ces fonds, et ce, par la présentation d'activités-bénéfice, de même que par des apports de dons immédiats ou planifiés.



Grâce à la générosité de ses créateurs de fonds, la Fondation Québec Philanthrope gère plus de 850 fonds philanthropiques (fondations privées) correspondant à un actif de plus de 100 M\$. La Fondation a versé en 2020 plus de 11.9 M\$ à 460 organismes de bienfaisance.

#### Une façon de laisser sa marque

Par ailleurs, la Fondation Québec Philanthrope encourage et accueille des dons planifiés afin de les redistribuer de manière pérenne selon vos choix philanthropiques notamment grâce au don testamentaire. Ce don peut consolider un fonds philanthropique. Bien investi, votre don permettra de soutenir financièrement à travers le temps un ou plusieurs organismes de bienfaisance de votre choix.

La Fondation constate qu'au cours de la dernière décennie, la culture du don testamentaire s'est élargie à toutes les sphères de la société. En posant ce geste significatif, le donateur soutient à la fois ses causes préférées tout en léguant une grande partie de son patrimoine à ses proches. Il est également important de prendre en considération qu'un don de bienfaisance indiqué au testament peut grandement contribuer à réduire le montant des impôts qui seront prélevés sur votre succession après votre décès.

La Fondation Québec Philanthrope vous tend la main pour amorcer ou poursuivre votre cheminement philanthropique.

#### Le fonds philanthropique, l'équivalent d'une fondation privée

- Facile, simple, aucun délai et sans tracas administratif
- Un fonds philanthropique personnalisé et dédié aux causes qui vous sont chères
- En plus de profiter d'importants avantages fiscaux, aucun frais de démarrage et d'incorporation
- Des frais minimes d'administration annuels qui se chiffrent en moyenne autour de 1%

#### Le don testamentaire ... une façon de laisser sa marque

- Simple et facile à mettre en place
- Votre don n'affectera pas de façon significative le legs que vous comptez laisser à vos proches
- Votre don permettra de réduire considérablement les impôts à payer à la suite de votre décès

[Retour à la table des matières](#)